

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté préfectoral DRE n°2016-67 du 12 mai 2016, mettant en demeure la société BTH, représentée par son Président, Monsieur Stephen SINGA, dont le siège social se trouve 48/50, rue de la République à Vanves, de respecter les prescriptions imposées par l'article 3 de l'arrêté préfectoral DRE n°2016-38 du 18 mars 2016 relatif à la surveillance initiale de l'impact du perchloroéthylène que génère l'activité exercée par la blanchisserie située au 48-50, rue de la République à VANVES.**

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.511-1, L.512-12 et L.512-20, L.514-5,
- Vu** le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté MCI n°2016-21 du 31 mars 2016 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 31 août 2009 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à déclaration sous la rubrique 2345 relatives à l'utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou des vêtements,
- Vu** l'avis du Haut Conseil de la Santé Publique en date du 16 juin 2010, relatif à la fixation de valeurs repères d'aide à la gestion pour le perchloroéthylène présent dans l'air des espaces clos ;
- Vu** l'avis du Haut Conseil de la Santé Publique en date du 16 juin 2010, relatif aux mesures de gestion à mettre en œuvre en cas de teneurs élevées en perchloroéthylène dans l'air intérieur des logements ;
- Vu** l'Addendum « Fiche de recueil de données relatives à la métrologie du tétrachloroéthylène » de l'Agence Nationale de Sécurité sanitaire (ANSES) de novembre 2011 ;
- Vu** le rapport n°15/16172/RG1 du Laboratoire Central de la Préfecture de Police (LCPP) du 9 mars 2016, relatif aux mesures de concentration en perchloroéthylène, réalisées du 15 au 22 février 2015, dans les habitations des riverains, du 50, rue de la République à Vanves, incommodés par les émanations de la blanchisserie BTH, sise au 48-50 de la même rue,
- Vu** l'autorisation d'intervention des occupants des locaux signalant la présence de personnes particulièrement vulnérables aux effets du perchloroéthylène sur la santé,
- Vu** le rapport en date du 16 mars 2016 de l'inspection des installations classées proposant, comme suite aux conclusions du rapport LCPP précité, d'imposer à la blanchisserie BTH, des mesures d'urgence et des prescriptions spéciales prises à titre conservatoire afin d'éviter les impacts sanitaires et notamment réduire l'exposition des riverains et en particulier des personnes vulnérables au tétrachloroéthylène émanant de la blanchisserie sise au 48-50, rue de la République à VANVES,
- Vu** le rapport du 16 mars 2016 précité, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral DRE n°2016-38 du 18 mars 2016, pris à l'encontre de la SA CAGIC BTH, représentée par son Président, Monsieur Stephen SINGA, dont le siège social se trouve 48/50, rue de la République à Vanves, afin de lui imposer le respect des mesures d'urgences et de prescriptions spéciales prises à titre conservatoire

afin d'éviter les impacts sanitaires et de réduire l'exposition des riverains aux émissions de tétrachloroéthylène, que génère l'activité exercée dans la blanchisserie située au 48-50, rue de la République à VANVES.

**Vu** la lettre du 18 mars 2016, notifiant le 24 mars 2016, à la société BTH, l'arrêté préfectoral DRE n°2016-38 du 18 mars 2016,

**Vu** le rapport du 21 avril 2016 établi par l'inspection des installations classées et proposant, comme suite au non-respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral DRE n°2016-38 du 18 mars 2016 constaté lors de visite du 19 avril 2016, de mettre en demeure la société BTH, de le respecter,

**Vu** le rapport du 21 avril précité, transmis à l'exploitant le 21 avril et notifié le 26 avril 2016, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, et l'informant de la proposition faite au préfet de le mettre en demeure de respecter les prescriptions imposées par l'article 3 de l'arrêté DRE n°2016-38 du 18 mars 2016, et de la possibilité qu'il avait de présenter ses observations, dans un délai de 3 jours, à compter de la réception du courrier précité,

**Considérant** que la blanchisserie située au 48-50, rue de la République sur la commune de Vanves exploite une activité utilisant du solvant pour le nettoyage à sec et qui constitue une installation classée pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2345 et qu'elle est donc soumise aux exigences du livre V, titre 1 du code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1, L.512-12 et L.512-20,

**Considérant** que lors de visite d'inspection du 19 avril 2016, il a été constaté que la société BTH, exploitant, ne respectait pas l'arrêté préfectoral DRE n°2016-38 du 18 mars 2016 et notamment son article 3 qui lui imposait, dans un délai de 7 jours, de réaliser à ses frais par un organisme accrédité COFRAC ou équivalent, des mesures de concentration en perchloroéthylène représentatives de l'exposition des riverains du 48-50, rue de la République, à Vanves, selon les modalités prescrites à l'article 9 de cet arrêté, puis de me transmettre les résultats dès réception.

**Considérant** que ces contrôles doivent être réalisés tous les mois, tant que la concentration en perchloroéthylène n'est pas revenue sous le seuil de 1 250 µg/m<sup>3</sup> dans des locaux habités ou occupés par des tiers, sur au moins deux campagnes consécutives.

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société BTH, représentée par son Président, Monsieur Stephen SINGA, dont le siège social est situé au 48/50 rue de la République à Vanves est tenue de se conformer, **dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté**, aux prescriptions imposées par l'article 3 de l'arrêté DRE n°2016-38 du 18 mars 2016.

Elle devra faire réaliser, à ses frais, par un organisme accrédité COFRAC ou équivalent, des mesures de concentration en perchloroéthylène représentatives de l'exposition des riverains du 48-50, rue de la République, à Vanves, selon les modalités prescrites à l'article 9 de l'arrêté DRE n°2016-38 du 18 mars 2016, puis transmettre les résultats à Monsieur le Préfet dès réception.

### **Article 2 :**

Ces contrôles devront être réalisés tous les mois, tant que la concentration en perchloroéthylène n'est pas revenue sous le seuil de 1 250 µg/m<sup>3</sup> dans les locaux habités ou occupés par des tiers sur au moins deux campagnes consécutives.

### **Article 3: Sanctions administratives**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la SA CAGIC BTH pourra être passible des sanctions administratives et pénales prévues par l'article L171-8 et suivants du code de l'environnement.

#### **Article 4: Délais et voies de recours**

##### **Recours contentieux :**

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

##### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

#### **Article 5 : Publicité**

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de VANVES et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de VANVES, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

#### **Article 6 :**

Monsieur le Secrétaire général des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de VANVES, Madame le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général  
Préfecture des Hauts-de-Seine

Thierry BONNIER

